



Genève, 28 juin 2019: Contre Sommet Economique de Manama au Palais des Nations

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2019

[Madaniya.info](#) 23 janvier 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire et Géopolitique](#)

Texte d'une intervention de l'auteur prononcée au «Contre Sommet Economique de Manama» au Palais des Nations à Genève le 28 juin 2019, organisé par un collectif de démocrates arabes (Palestiniens, Libanais, Syriens, etc...) pour protester contre l'«Atelier de Manama», un forum dont l'objectif sous jacent est le bradage de la Palestine sous un flot de promesses fallacieuses de pétro-dollars, à l'exemple de deux célèbres précédents: Les accords israélo-palestiniens d'Oslo (1993) et de l'accord international sur le nucléaire iranien (2015). Ce «Contre Sommet Economique de Manama» a été organisé à l'initiative d'un collectif de démocrates arabes composé notamment d'Abdel Bari Atwane, influent journaliste arabe, fondateur du site «Ar Rai Al Yom», Haytham Manna, Président de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et Doyen des opposants politiques syriens, ainsi que le signataire de ce texte.

Bahreïn est un concentré de toutes les turpitudes, et, depuis huit ans, une vaste prison gorgée de détenus.

- Premier importateur de matériel de répression d'Israël,
- Le plus en pointe des pétromonarchies du Golfe dans la normalisation avec l'Etat Hébreu,
- En tête du hit parade des lupanars arabes

Point d'ancrage de la Vème flotte américaine, dont la zone de compétence s'étend du Golfe arabo-persique à l'Océan indien, premier importateur de matériel de répression d'Israël, la plus en pointe des pétromonarchies du Golfe dans la normalisation rampante avec l'Etat hébreu, Bahreïn a été choisi à ce titre pour abriter les 25 et 26 juin 2019 le sommet économique préluant au bradage de la Palestine en contrepartie de compensations financières.

Dernier et non le moindre de ses qualités, Bahreïn se situe en outre en tête du hit parade des lupanars du Monde arabe.

Avec le Yémen, il constitue les deux balises sécuritaires de l'Arabie saoudite, tous les deux théâtres d'une sévère répression à huis clos, accentuée par l'expertise israélienne, avec le silence complice des grands démocraties occidentales. La honte de l'Occident.

Le choix de Bahreïn pour abriter le sommet économique ne relève donc pas du hasard. Il apparaît plutôt comme une prime de servilité à la stratégie atlantiste et au placement du Royaume dans le giron israélien. Avec, avec en perspective, Israël, le meilleur garant de la

pourriture pétromonarchique arabe.

- <https://www.madaniya.info/2019/06/01/lidylle-insolite-de-donald-trump-artisan-d-u-muslim-ban-avec-la-dynastie-wahhabite-1-2/>
- <https://www.madaniya.info/2019/06/06/lidylle-insolite-de-donald-trump-artisan-d-u-muslim-ban-avec-la-dynastie-wahhabite-2-2/>

Huit ans après le soulèvement populaire du peuple de Bahrein, la dynastie Al Khalifa a considérablement perfectionné ses méthodes, bénéficiant, en la matière, de l'expertise d'Israël, «l'unique démocratie du Moyen orient», mais néanmoins un des grands tortionnaires des Palestiniens dans la zone.

Toute vie politique a été anéantie, la société civile asphyxiée, la torture érigée en art, offrant la possibilité à la dynastie Al Khalifa de se blanchir de ses turpitudes. L'organisation d'un Grand prix automobile de Formule 1 -Le Grand Prix de Bahreïn- relève de cet objectif, tout comme le sommet économique post Palestine.

Toutefois, la dissolution de l'unique soupape de sûreté qui subsistait, -les associations politiques de l'opposition-, de même la repression systématique de toute dissonance n'a pas pour autant réussi à réduire la contestation, produisant même l'effet inverse, maintenant vivace la protestation.

Au grand dam de l'Arabie saoudite, déjà militairement présente sur l'Archipel, embourbée sur des deux flancs, Le Yémen et Bahrein, qui cherche désespérément à sortir de ce double borbier dans lequel elle est plongée depuis l'accession au trône du roi Salmane.

Les deux handicaps majeurs de Bahreïn: la composition démographique de sa population et la répartition confessionnelle de ses ressortissants

Pris en tenaille entre les deux chefs de file du monde musulman, l'Arabie saoudite et l'Iran, Bahreïn souffre de surcroît de deux handicaps majeurs: la composition démographique et de sa population et la répartition religieuse de ses ressortissants.

La population bahreïnienne est estimée à 1.234.500 personnes dont plus de 660.000 expatriés, soit 54 pour cent de la population. Pis, 65 pour cent de la population est chiite, ce qui illustre le rôle ultra minoritaire, tant des sunnites que de la dynastie Al Khalifa.

Contrairement aux prescriptions de l'Islam, qui proscrie toute discrimination entre les fidèles «arabi aw a'jjami», les Chiites dans les pétromonarchies pâtent d'un statut minoré. Bien que de souche arabe, ils sont avant tout considérés comme des Chiites, donc des dissidents potentiels quelque soit leur loyauté à leur pays d'origine. Tel est le cas de l'Arabie saoudite et du Bahreïn, mais aussi au Yémen des Houthis. Les accès aux postes de commandement de l'armée et à la direction des grandes entreprises publiques leur sont interdits tout comme le bénéfice d'un statut particulier du droit de la famille en ce que les règles de succession sont différentes entre sunnites et chiites.

Dès lors, toute revendication égalitaire est perçue comme une menace subversive. La tentation est donc grande de dénoncer toute réclamation comme relevant de la subversion séparatiste, voire d'une «conspiration iranienne» en vue de masquer les abus d'un régime et ses tares. Au point qu'Israël est devenu la meilleure police d'assurance des pétromonarchies honnies et décriés. Le meilleur garant de la pourriture monarchique arabe.

Manama, en tête du hit parade des lupanars du Monde arabe

La passerelle Roi Fahd, le pont «Johnny Walker»

Pour surprenant que cela puisse paraître, Manama est certes le point d'ancrage de la Vème flotte américaine (Golfe arabo-persique/Océan Indien), mais surtout un défouloir absolu aux Saoudiens en week-end. Un déversoir à leur trop plein hormonal.

Bahreïn est en effet relié à l'Arabie saoudite par «La chaussée du roi Fahd» (King Fahd Causeway, un ensemble de ponts et de digues, qui permet de relier Dhahran à Manama, villes distantes d'une cinquantaine de kilomètres, en moins d'une heure. Dans le langage populaire la chaussée, longue de 25 kilomètres, est désignée, ironiquement, par le sobriquet hautement significatif de «Pont Johnny Walker». Contrairement à l'Arabie saoudite, le commerce et la consommation des spiritueux ne sont pas prohibés à Bahreïn.

Un positionnement qui explique sans doute que les troubles de Bahreïn, en 2011, ont donné lieu à la première intervention militaire saoudienne hors de ses frontières depuis la fondation du Royaume en 1929. Mais un choix qui constitue une insulte à tous les fêtards invétérés.

Une fonction exercée auparavant par Bagdad, au plus fort de la guerre irako-iranienne (1980-1989) où des dizaines de limousines jonchaient la chaussée Bagdad-Bassorah-Koweït, le samedi matin, la fin du week-end en pays d'Islam, carcasses éventrées, tribu payé aux beuveries inconsidérées des ressortissants du Golfe. Une fonction identique à celle de Bangkok et Saïgon pour les GI's américains lors de la guerre du Vietnam (1960-1975).

- <https://www.madaniya.info/2016/02/24/le-hit-parade-des-lupanars-du-monde-ara-be/>
- <https://www.renenaba.com/golfe-la-revolte-oubliee-du-bahreïn/>

Le journal libanais Al Akhbar a publié le témoignage de deux activistes bahreïnais sur l'état de la répression dans leur pays, -Baqer Darwiche, président du Forum Bahreïni pour les Droits de l'homme», et Hassan Qambar, publiciste, dont les liens pour le lectorat arabophone se trouve ci joint:

4.000 prisonniers d'opinion, 14.000 arrestations. Les prisons des «cimetières pour vivants».

[Le récit de Baqer Darwiche intitulé: «A l'étroit dans la grande prison».](#)

- L'appareil sécuritaire s'est appliqué depuis 2016 à éliminer toute forme d'opposition politique sur le net. Tout a évolué en pire, de manière dramatique. Le pouvoir a même innové dans la répression, mettant en place un important dispositif de désinformation, secondé par les médias satellitaires des pétromonarchies et des brigades électroniques. Tous les vecteurs pro gouvernementaux prêchent un discours de haine.

-L'appareil judiciaire se singularise en ordonnant de poursuites non contre les tortionnaires ou les bourreaux, mais contre les victimes, ainsi que par le recours immodéré aux faux témoins dans les procès poliriques, en vue d'inculper les contestataires.

-Tous les partis d'opposition ont été dissous, les manifestations interdites, de même que toute activité de la société civile. La déchéance de nationalité et la peine capitale sont

d'usage courant en guise de moyen d'intimidation.

Ainsi Majed Mecha'al, Président du Conseil Islamique laïc, qui s'était rendu sur les lieux d'un sit inn violemment dispersé à proximité du domicile de l'ayatollah Issa Kassem, a été intercepté par les forces de l'ordre et placé en détention arbitraire sans autre forme de procès.

De même Cheikh Ali Salman, qui avait proposé ses «Bons offices» pour tenter de dégager une solution politique, a été accusé d'intelligence avec l'ennemi, et le prince Zeid Ben Raad, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme du 1^{er} septembre 2014 au 31 août 2018, stigmatisé pour avoir déploré la situation à Bahreïn.

Bahreïn a consacré un gros budget aux campagnes de relations publiques. Abdallah Ad Dassoury, vice-ministre des Affaires étrangères, dirige personnellement ses campagnes dont l'objectif est de neutraliser les campagnes hostiles des organisations internationales ou des organismes voués à la défense des droits de l'Homme.

Pour aller plus loin sur ce sujet, cf le rapport annuel d'Amnesty International sur bahrein pour l'année 2017-2018

- <https://www.amnesty.org/fr/countries/middle-east-and-north-africa/bahrain/report-bahrain/>

Le rapport fait notamment état de la déchéance de nationalité de 150 personnes, devenues apatrides et d'un «recours à une force excessive» lors de la répression d'une manifestation faisant six morts, cinq hommes et un enfant, et des centaines de blessés. Amnesty signale en outre la reprise des exécutions après une interruption de près de sept ans».

La détérioration des conditions de détention dans les prisons est un autre aspect de la répression. Depuis 2011, 14.000 cas de détention arbitraire et 4.000 prisonniers d'opinion ont été recensés. Et les prisons sont devenues des «cimetières pour vivants».

Luxe de sophistication, pour échapper sans doute aux poursuites, les tortionnaires opèrent masqués, sous des noms d'emprunt. Ce régime s'applique aux quatre prisons de Bahreïn mais plus particulièrement aux deux prisons suivantes: La prison de «Jawf al Jaf» (La cale sèche), le centre de détention préventive, et la prison centrale de Manama, affectée, elle, à la détention des condamnés.

La torture par décharge électrique est de pratique courante. Bahreïn y assume un rôle d'avant garde en ce domaine, au point d'avoir perfectionné la méthode: les prisonniers sont fouettés par des fils électriques et leur supplice filmé et parfois exposé à la vue de leurs proches pour provoquer leur effondrement psychique, alors que l'«organisme de la sécurité nationale» s'en prend à leurs intérêts patrimoniaux et procèdent à leur expropriation.

Le récit de Hassan Qambar intitulé «Echange d'expertise dans le domaine de la répression avec Israël»

[Pour aller plus loin](#)

Le «Dialogue des religions» paravent à la normalisation entre Bahrein et Israël.
Le rabbin Marc Schenier, conseiller du Roi du Bahreïn.

Bahreïn occupe la première place parmi les pays clients d'Israël en matière d'équipements pour le repérage électronique et le pistage des réseaux sociaux, parallèlement à la normalisation rampante avec l'Etat Hébreu, amorcée discrètement il y a un quart de siècle.

En 2009, un sommet a réuni à New York, en marge de la session annuelle de l'ONU, Shimon Perès, à l'époque chef de l'état israélien, et Hamad Ben Issa Al Khalifa, Roi du Bahreïn.

Le soulèvement populaire du 14 février 2011 a accéléré le mouvement incitant la dynastie Al Khalifa à se doter d'une expertise israélienne pour la sauvegarde de son trône.

La normalisation israélo-bahreïnienne s'est opérée sous couvert du «dialogue des religions». Le rabbin Marc Schneir (New York), Président pour la Fondation pour la Compréhension Ethnique», chargé du dialogue avec Bahreïn depuis 2011 pour le compte du rabbinat judéo-américain, a été par la suite nommé conseiller du Roi de Bahreïn avec pour mission d'améliorer l'image du royaume auprès de la communauté juive américaine.

Le roi considère en effet que «l'existence d'un Israël fort est le meilleur garant du maintien d'une voix modérée mais puissante dans le Golfe». De l'avis des observateurs, parmi les six pétromonarchies du Golfe engagées dans la course à la normalisation avec Israël (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman), Bahreïn remportera à coup sûr la course à la normalisation.

Depuis 2011, l'ancien ministre de l'information, Mohamad Abel Ghaffar a reçu instructions de bannir des médias bahreïnais désignant Israël des termes tels que «l'entité sioniste» ou «l'ennemi».

Le programme PEGASUS

Des experts israéliens séjournent à Bahreïn pour former les membres de l'appareil sécuritaire à la guerre électronique dans le cadre du programme PEGASUS.

Logiciel espion pour IOS ou Android, Pegasus a pour but de collecter des informations et de permettre un accès aux appareils touchés. Il permet de lire les messages, les photos et les mots de passe, ainsi que d'écouter les appels téléphoniques, de déclencher l'enregistrement audio et le suivi de la géolocalisation.

Le logiciel est fabriqué par la société israélienne NSO Group, sous contrôle majoritaire de la firme britannique Noalpin Capital. Sa vente est approuvée par le ministère israélien de la Défense.

Ce logiciel est controversé car si les contrats stipulent une utilisation strictement légale de cette technologie (enquêtes criminelles comme celle qui a mené à l'arrestation du baron de la drogue El Chapo), il est utilisé par des agences de renseignements de dictatures. Il infecte des téléphones dans 45 pays et est utilisé par une trentaine de gouvernements, notamment le Bahreïn, le Kazakhstan, le Maroc, les Émirats arabes unis.

Epilogue : La France, Bahreïn et la «gestion démocratique des foules».

L'euphémisme masque mal un mercantilisme à tout crin. Bas de gamme.

Si les Etats Unis disposent d'une base navale à Manama, la France, en sous-traitante docile, s'est chargée de la sale besogne: la fourniture du matériel de répression. Mais dans un mouvement de balancement destiné à créer une fausse similitude, la fourniture d'armes

non létales au pouvoir à Bahreïn s'est accompagnée de la promotion d'un opposant chiite bahreïni «citoyen d'honneur de la ville de Paris»

Le savoir-faire français au service de la répression ou «la gestion démocratique des foules». Sans surprise, alliée majeure de l'Arabie saoudite et des Emirats Arabes Unis dans leur guerre d'agression contre le Yémen, la France, un des principaux fabricants de matériel anti-émeute est aussi un partenaires de Bahreïn, un autre autocrate de la zone. Elle ne s'en prive pas pour améliorer sa balance de paiements lourdement déficitaire, au mépris des vies humaines, au mépris de ses principes.

La France a ainsi envoyé des grenades lacrymogènes et des CRS pour former les forces antiémeute au Bahreïn. Elle a obtenu, en contrepartie, en 2011, neuf autorisations d'exportation de matériel de guerre (AEMG) vers Bahreïn pour un montant d'environ 17 millions d'euros, dont 421 000 euros concernent des agents chimiques toxiques « antiémeute » de catégorie ML7.

Le rapport 2012 fait également état de 16 millions d'euros d'AEMG de type ML4 (missiles, roquettes, bombes) et de 500 000 euros d'AEMG de classe ML5

Le leader français du secteur s'appelle Alsetex, qui se présente pudiquement sous le vocable suivant: «spécialiste de la « gestion démocratique des foules». Waouh ...Plus finaud que les Français tu meurs.

Une gestion démocratique des foules qui trouve son illustration la plus achevée avec l'usage des LBD (Lanceur de balle de défense) contre les filets jaunes, en 2018 -2019 en France.

«Arme sublétales», LBD utilise un projectile conçu pour s'écraser à l'impact et limiter le risque de pénétration dans un corps vivant, mais avec une puissance d'arrêt suffisante pour dissuader ou arrêter un individu. En 2018, son usage a en effet plus que doublé (+61%) avec une hausse de 203%, avec plus de 19.000 cartouches tirées contre 5.399 en 2017.

Pour Amnesty International, cette dernière classification peut correspondre à du gaz lacrymogène. Du côté gouvernemental, on assure au contraire qu'il s'agit « uniquement de matériel d'alerte biologique et de détection chimique ».

En ce qui concerne le Yémen, le trafic est de plus grande ampleur au point que la France apparaît comme «complice de la crise humanitaire au Yémen»: Chars Leclerc, obus flèche, Mirage 2000-9, radar Cobra, blindés Aravis, hélicoptères Cougar et Dauphin, frégates de classe Makkah, corvette lance-missiles de classe Baynunah ou canons Caesar, relève la note du renseignement militaire français sur l'armement fourni à l'Arabie saoudite et aux Emirats Arabes Unis.

- https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/15/un-rapport-classe-secret-defense-revele-la-liste-des-armes-francaises-utilisees-dans-la-guerre-au-yemen_5450365_3210.html

Parallèlement, la France a décidé d'honorer un opposant chiiste bahreïni, Nabil Rajab, citoyen d'honneur de la ville de Paris, en juin 2018.

Incarcé depuis 2016 en raison de son combat pour les droits humains, a été fait, en juin 2018, citoyen d'honneur de la ville de Paris, Nabil Rajab est Président du centre Bahreïni pour les droits humains, directeur du Centre des droits humains du Golfe et Secrétaire général adjoint de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme pour avoir

dénoncé à la télévision l'interdiction des organisations non gouvernementales (ONG) et les journalistes de pénétrer sur le territoire national.

Le 21 février 2018, il avait été condamné par la Haute Cour criminelle de Bahreïn à une peine de cinq ans d'emprisonnement pour avoir publié des tweets critiquant l'intervention du Bahreïn aux côtés de l'Arabie Saoudite au Yémen et dénonçant des atteintes aux droits humains dans son pays.

Le premier chef d'accusation concernait «la diffusion de fausse rumeur en temps de guerre», pour sa dénonciation du nombre de civils tués dans la guerre au Yémen, le second un «outrage aux institutions nationales», avec sa mise en lumière de tortures pratiquées en prison. Cette condamnation a été confirmée en appel, le 5 juin 2018.

La duplicité de la France à l'égard de Bahreïn renvoie au fâcheux précédent de Tunisie, lorsque Michelle Alliot-Marie, alors ministre des Affaires étrangères, avait proposé à la dictature du président Zine El Abidine Ben Ali, le «savoir faire» français en matière de sécurité pour maîtriser les manifestants, ou mieux, selon l'euphémisme français assurer une «gestion démocratique des foules».

Une posture qui découle sans doute de son statut de «Pays de la Déclaration des Droits de l'Homme», qui l'autorise à tous les passe-droits.

Le précédent tunisien ... mauvais remake d'un mauvais film.

Errare Humanum EST. Perseverare diabolicum.
L'erreur est humaine. Sa répétition est diabolique.

René Naba

La source originale de cet article est Madaniya.info
Copyright © René Naba, Madaniya.info, 2019

Articles Par : **René Naba**

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la

malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca